Banque des États de l'Afrique Centrale

BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 291

NOVEMBRE 2018

Sommaire

	Pages
Liste des abréviations	**2**
Activités du marché monétaire de novembre 2018	**3**
I- Activités du compartiment interbancaire	**3**
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	**3**
A- Évolution des taux d'intérêts	**3**
a) Taux débiteurs	3
b) Taux d'intérêt sur les placements des banques	3
c) *Taux de rémunération des dépôts publics*	3
B- Interventions de la Banque Centrale	**4**
1) Opérations principales d'injection de liquidités	4
a) Volumes échangés	4
b) Taux des adjudications observés	5
2) Facilités permanentes	5
3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables	5
4) Autres interventions	5
III- Évolution du marché des titres publics	**6**
Statistiques du marché monétaire	**7**
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-18
IV- Autres statistiques	19-27
Annexes	**28**
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l'Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l'Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPPo	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
$TISPP_1$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
$TISPP_2$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d'intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire de novembre 2018

En novembre 2018, le volume des transactions interbancaires a évolué à la baisse, se situant à 111 milliards contre 186,1 milliards un mois auparavant. Par contre, l'encours moyen des injections de liquidité sur le marché monétaire par l'Institut d'Émission a progressé, passant de 445,5 milliards en octobre 2018 à 465,5 milliards un mois plus tard, laissant apparaître ainsi un leger accroissement des besoins de refinancement du système bancaire de la sous-région.

Sur la même période, le marché des titres publics a enregistré onze (11) nouvelles émissions, d'une valeur totale de 161,6 milliards en novembre 2018, contre dix-neuf (19) émissions d'un volume de 191,3 milliards en octobre 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire a reculé en novembre 2018, suite au non renouvellement de certaines opérations enregistrées précédemment. En effet, le volume des transactions s'est élevé à 111 milliards en novembre 2018 contre 186,1 milliards en octobre 2018, en baisse de 40,4 %. Dix-huit (18) opérations ont été enregistrées au cours de la période analysée, dont neuf (09) à caractère national et neuf (09) à caractère régional.

Les taux d'intérêt pratiqués ont varié de 3,20% à 5,50% pour des durées comprises entre 3 jours et 32 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

À fin novembre 2018, les activités de ce compartiment du marché monétaire ont été caractérisées par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une augmentation du volume de ses interventions. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **5,25 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **7,55%.**

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité des dépôts : **0,0 %.**

c) <u>Taux de rémunération des dépôts publics</u>

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué l'essentiel des concours de l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec cinq (5) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 261,3 milliards en novembre 2018 contre 255,2 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a enregistré un accroissement de 141,3%, passant de 19,8 milliards en octobre 2018 à 47,8 milliards en novembre 2018, en lien avec l'augmentation des besoins de trésorerie des établissements de crédit de ce pays.

En **Centrafrique,** aucune opération n'a été enregistrée au cours du mois de novembre 2018 contre un encours de 185 millions en octobre 2018.

Au **Congo**, le volume moyen des interventions de la BEAC a observé une légère baisse, se situant à 40,1 milliards en novembre 2018 contre 42,3 milliards en octobre 2018, en raison de la réduction de la demande de la liquidité Banque Centrale par certains établissements de crédit de ce pays.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a légèrement diminué de 5,1%, passant de 27,5 milliards en octobre 2018 à 26,1 milliards un mois plus tard, avec essentiellement un établissement de crédit qui fait recours régulièrement à cette opération.

En **Guinée Équatoriale**, le montant moyen a reculé à 4,5 milliards en novembre 2018 contre 57,1 milliards un mois plus tôt, en lien avec le besoin de trésorerie d'un seul établissement de crédit. Cette baisse s'explique en partie par le caractère concurrentiel de

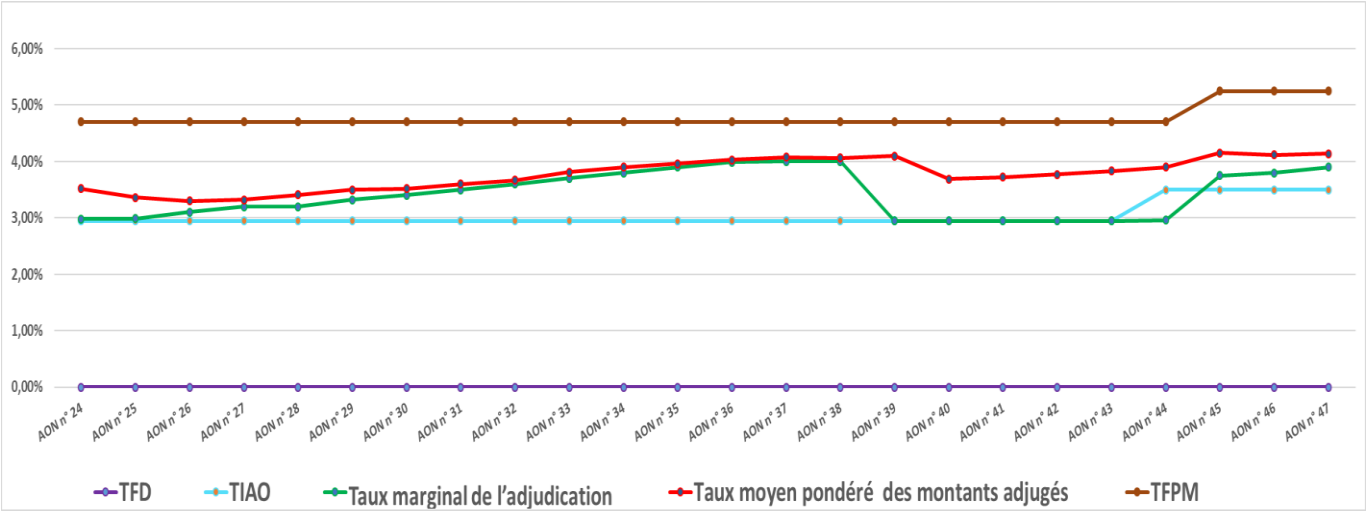
cette opération, qui n'a pas permis à cette contrepartie de satisfaire l'entièreté de ses besoins, se contentant de la facilité de prêt marginal.

Au **Tchad,** le volume moyen a fortement progressé, partant de 108,2 milliards en octobre 2018 pour se hisser à 142,6 milliards en novembre 2018, entrainé par le recours accru de deux banques à ce mécanisme de refinancement, en relation avec l'augmentation de leurs facultés d'avances engendrée par la révision du Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) du Tchad par le FMI en août 2018.

b) Taux des adjudications observés

À fin novembre 2018, il a été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 3,69 % en novembre 2018 contre 2,95% en octobre 2018. En même temps, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 4,10% en novembre 2018 contre 3,75% en octobre 2018.

***Graphique 1** : Évolution des taux des adjudications sur l'opération principale d'injection de liquidité*



2) *Facilités permanentes*

Concernant les ***facilités permanentes***, le volume moyen d'avances au titre des opérations de prêt marginal a augmenté considérablement, passant de 83,4 milliards en octobre 2018 à 150,7 milliards en novembre 2018, en relation avec la diminution du volume levé au titre de l'opération principale d'injection de liquidité par un établissement de crédit implanté en Guinée Équatoriale.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, est revenu de 51,8 milliards au 31 octobre 2018 à 45 milliards en novembre 2018, en contraction de 13,1%. La quasi-totalité de ces concours a été allouée à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo.

4) Autres interventions

Les autres instruments de politique monétaire, opérations de réglage fin, opérations de maturité longue et opérations structurelles, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue.

À la suite de l'apurement progressif des créances consolidées débuté en septembre 2017, le volume moyen des ***avances au taux de pénalité***, constitués sur une banque établie au Tchad, a été ramené à 1,6 milliards en novembre 2018 contre 46,6 milliards un mois plus tôt.

En outre, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la ***liquidité d'urgence*** aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel est passé de 8,5 milliards à 6,9 milliards au 30 novembre 2018, montant qui reste dans la limite du volume initialement accordé en septembre 2017.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a été atone au cours du mois de novembre 2018. En effet, en nombre, onze (11) émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre dix-neuf (19) émissions de BTA en octobre 2018 et deux (2) émissions des OTA contre une (1) émission enregistrée en octobre 2018 ; en valeur, ces émissions se sont situé à 161,6 milliards en novembre 2018 contre 188 milliards un mois plus tôt.

Sur la période sous revue, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Quatre (4) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées pour un volume global de 56 milliards, dont trois (3) du Gabon, de 46 milliards et une (1) pour le Cameroun, de 10 milliards.

- Six (6) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 67,6 milliards, dont une (1) du Cameroun, d'un montant de 10 milliards, deux (2) du Congo, d'un volume de 7 milliards, une (1) du Gabon de 15 milliards et deux (2) du Tchad d'un volume de 35,6 milliards.

- Une (1) émission de BTA de 52 semaines, réalisée par la Guinée Équatoriale pour un montant de 12 milliards.

Statistiques du marché monétaire à fin novembre 2018

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : des opérations du marché interbancaire à fin novembre 2018

(Montants cumulés en FCFA)

	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	346 600 000 000	62,3	209 900 000 000	37,7	556 500 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000		0		
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	153 800 000 000	100,0	153 800 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	121 000 000 000	100,0	121 000 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	357 000 000 000	42,3	486 734 404 300	57,7	843 734 404 300

Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité

(Historique à compter du 4 juin 2018)

Années	Périodes	TIMP en % par maturité							
		2 jours	7jours	8 à 13 jours	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	-	6,00	-	-	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	-	3,25	-	6,00	-	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	-	-	6,00	-	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	-	3,25	-	-	-	5,26	4,00	-
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	-	3,50	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	-	3,55	-	6,00	-	5,00	-	-
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	-	6,00	-	6,00	5,00	4,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	-	3,33	-	6,00	-	5,25	-	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	-	-	-	3,86	-	5,00	-	-
	Semaine du 6 au 12 août 2018	-	3,45	-	-	-	5,81	-	-
	Semaine du 13 au 19 août 2018	-	4,39	-	6,00	-	6,00	4,00	-
	Semaine du 20 au 26 août 2018	-	4,34	-	6,00	-	5,00	-	6,00
	Semaine du 27 août au 2 septembre 2018	-	4,40	-	6,00	-	5,47	-	-
	Semaine du 03 au 07 septembre 2018	-	4,44	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 10 au 14 septembre 2018	-	4,48	-	6,00	-	-	-	6,00
	Semaine du 17 au 21 septembre 2018	-	4,44	-	-	-	5,00	-	
	Semaine du 24 au 28 septembre 2018	-	3,10	-	-	-	4,86	-	6,00
	Semaine du 01 au 05 octobre 2018	-	3,00	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 08 au 12 octobre 2018	3,75	3,50	-	-	-	5,00	-	
	Semaine du 15 au 19 octobre 2018	-	4,00	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 22 au 26 octobre 2018	-	-	-	-	-	4,50	-	-
	Semaine du 29 ocobre au 02 novembre 2018	4,00	3,70	-	-	-	5,62	-	-
	Semaine du 5 au 9 novembre 2018	-	-	3,70	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 12 au 16 novembre 2018	-	-	3,50	3,00	-	3,20	-	6,00
	semaine du 19 au 23 novembre 2018	5,50	-	-	-	-	5,10	-	-
	semaine du 26 novembre au 02 décembre 2018	-	4,24	3,75	-	-	5,00	-	-

Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en novembre 2018

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	opération	%	opération	%	
Cameroun	38 500 000 000	37,93	63 000 000 000	62,07	101 500 000 000
Centrafrique	-	-	-		-
Congo	-	-			-
Gabon	-	-	-		-
Guinée Equatoriale	-	-	9 500 000 000	100,00	9 500 000 000
Tchad	-	-		-	-
Total	**38 500 000 000**	**34,68**	**72 500 000 000**	**65,32**	**111 000 000 000**

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA							
	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595					27 091
	juil-18	40 586	7 177					47 763
	août-18	35 693	2 594					38 287
	sept-18	33 962	79					34 041
	oct-18	19 816	0					19 816
	nov-18	47 825	3 000					50 825
Centrafrique	juin-18	43					433	476
	juil-18	96					415	511
	août-18	100					395	495
	sept-18	130					373	503
	oct-18	185					355	540
	nov-18	0					335	335
Congo	juin-18	51 408	0				55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129				54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997				54 518	102 611
	sept-18	37 431	333				54 443	92 208
	oct-18	42 359	0				51 445	93 804
	nov-18	40 128	1 080				44 676	85 884
Gabon	juin-18	19 698						19 698
	juil-18	19 323						19 323
	août-18	25 435						25 435
	sept-18	27 500						27 500
	oct-18	27 500						27 500
	nov-18	26 100						26 100
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0					147 560
	juil-18	130 834	12 081					142 914
	août-18	117 859	21 083					138 942
	sept-18	96 316	42 351					138 667
	oct-18	57 163	83 372					140 535
	nov-18	4 545	135 937					140 482
Tchad	juin-18	38 030	0	2 124	136 091	7 206		183 451
	juil-18	27 344	7 763	183	131 050	9 703		176 043
	août-18	43 107	16 430	29	99 706	10 000		169 272
	sept-18	56 214	3 159	459	95 999	9 800		165 631
	oct-18	108 218	0	0	46 602	8 500		163 320
	nov-18	142 669	10 714	0	1 619	6 917		161 919
CEMAC	**juin-18**	**283 235**	**595**	**2 124**	**136 091**	**7 206**	**56 084**	**485 335**
	juil-18	**272 903**	**28 150**	**183**	**131 050**	**9 703**	**55 347**	**497 335**
	août-18	**266 290**	**44 104**	**29**	**99 706**	**10 000**	**54 913**	**475 042**
	sept-18	**251 553**	**45 922**	**459**	**95 999**	**9 800**	**54 816**	**458 549**
	oct-18	**255 240**	**83 372**	**0**	**46 602**	**8 500**	**51 800**	**445 514**
	nov-18	**261 267**	**150 731**	**0**	**1 619**	**6 917**	**45 011**	**465 545**

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en octobre 2018

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
2018	01/11/2018 au 08/11/2018	AON n° 44	265 000	402 140	265 000	16	34,04	29	151,75	2,95	4,35	2,96	3,58	3,90	4,00
	08/11/2018 au 15/11/2018	AON n° 45	265 000	449 213	265 000	16	34,04	30	169,51	2,98	4,51	3,75	3,98	4,15	3,70
	15/11/2018 au 22/11/2018	AON n° 46	265 000	445 007	265 000	16	34,04	29	167,93	3,75	4,51	3,80	3,97	4,12	3,70
	22/11/2018 au 29/11/2018	AON n° 47	265 000	443 301	265 000	16	38,30	28	167,28	3,50	4,51	3,90	3,99	4,14	3,70
	29/11/2018 au 06/12/2018	AON n° 48	265 000	472 938	265 000	15	31,91	31	178,47	3,50	4,41	4,05	4,04	4,19	3,50

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en 2018

(Aux dates de règlement)

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre	265 000	277 261	239 788	14	29,25	26	105	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre	265 000	342 303	265 000	14	29,26	25	129,17	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40
novembre	265 000	442 520	265 000	16	34,47	29	166,99	3,34	4,46	3,69	3,91	4,10	3,72

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	novembre-17	novembre-18	Variation en %	novembre-17	novembre-18	Variation en %	novembre-17	novembre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**31 115**	**53 788**	**72,87**	**16 062**	**25 191**	**56,83**	**83 340**	**87 340**	**4,80**
. Accords à court terme	31 115	53 788	72,87	15 362	15 341	**-0,14**	0	500	-
. Accords à moyen terme irrévocable	**0**	**0**	-	**700**	**9 850**	**1307,14**	**83 340**	**86 840**	4,20
2. Encours des tirages du système bancaire	**128 845**	**89 988**	**-30,16**	**674**	**316**	**-53,12**	**91 651**	**123 388**	**34,63**
a/Instruments de refinancement ordinaire	128 845	89 988	-30,16	106	0	-100,00	30 000	41 988	**39,96**
b/Guichet spécial de refinancement (1)	**0**	**0**	-	**568**	316	-44,37	61 651	81 400	**32,03**

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	novembre-17	novembre-18	Variation en %	novembre-17	novembre-18	Variation en %	novembre-17	novembre-18	Variation en %	novembre-17	novembre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**9 000**	**2 750**	**-227,27**	**200 000**	**155 000**	**-29,03**	**53 300**	**20 786**	**-61,00**	**392 817**	**344 854**	**-12,21**
. Accords à court terme	9 000	2 750	-227,27	200 000	155 000	-29,03	53 300	20 786	-61,00	308 777	248 164	-19,63
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	84 040	96 690	15,05
2. Encours des tirages du système bancaire	**50 000**	**20 500**	**-143,90**	**127 000**	**147 000**	**13,61**	**188 065**	**160 300**	**-17,32**	**586 235**	**541 492**	**-7,63**
a/Instruments de refinancement ordinaire	50 000	20 500	-143,90	127 000	147 000	13,61	188 065	160 300	-17,32	524 016	459 776	-12,26
b/Guichet spécial de refinancement [1]	0	0	-	0	0	-	0	0	**0**	62 219	81 716	31,34

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau IIf : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Etats	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Niveau des réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées
	Situation au 10/10/2018 (1)	Situation au 20/10/2018 (2)	Situation au 31/10/2018 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10/10/2018 (6)	Situation au 20/10/2018 (7)	Situation au 31/10/2018 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+ 7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(11)	(12)
Cameroun	2 422 655	2 448 347	2 424 424	2 431 809	169 159	1 771 590	1 789 992	1 823 556	1 795 046	79 740	248 899	249 130
Centrafrique	116 141	116 506	112 797	115 148	8 060	61 907	61 317	62 927	62 050	2 792	10 853	11 109
Congo	958 856	960 150	971 036	963 347	67 434	267 383	270 555	268 289	268 742	12 093	79 528	80 933
Gabon	1 331 434	1 191 601	1 307 924	1 276 986	89 389	792 065	773 812	829 576	798 484	35 932	125 321	120 889
Guinée Equatoriale	809 640	802 350	922 813	844 934	59 145	312 531	312 918	220 496	281 982	12 689	71 835	73 410
Tchad [1]	516 123	515 601	425 398	485 707	29 298	118 832	118 719	115 306	117 619	5 164	34 462	34 836
CEMAC	**6 154 849**	**6 034 555**	**6 164 392**	**6 117 932**	**422 486**	**3 324 308**	**3 327 313**	**3 320 150**	**3 323 924**	**148 411**	**570 897**	**570 308**

(1) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

Tableau IIg : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Année 2018	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Réserves à constituer (5) + (10) (11)	Réserves déjà constituées (12)
	Situation au 10 (1)	Situation au 20 (2)	Situation au 28/30/31 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10 (6)	Situation au 20 (7)	Situation au 28/30/31 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)		
Janvier	6 183 158	5 969 963	7 443 690	6 532 270	359 112	3 304 293	3 319 826	3 408 054	3 362 936	131 035	490 147	476 280
Février	5 892 267	5 954 350	5 808 214	5 884 944	316 075	3 287 377	3 375 395	3 265 753	3 320 760	133 483	449 558	490 147
Mars	6 032 265	5 801 875	5 711 195	5 848 445	387 493	3 263 325	3 287 276	3 195 169	3 248 590	141 306	528 799	449 558
Avril	5 652 584	5 578 401	5 514 341	5 581 775	390 724	3 248 750	3 260 203	3 287 372	3 265 442	146 945	537 669	528 799
Mai	5 904 395	5 992 967	5 981 077	5 959 480	393 279	3 488 483	3 479 855	3 482 335	3 483 558	150 818	544 097	537 669
Juin	6 022 727	5 910 505	5 898 062	5 943 765	408 053	3 399 978	3 302 144	3 318 600	3 340 241	148 891	556 944	544 097
Juillet	6 068 626	5 969 442	6 077 317	6 038 462	414 354	3 412 306	3 347 078	3 274 693	3 344 692	149 120	563 474	556 944
Août	6 247 335	6 203 508	6 353 970	6 268 271	429 115	3 479 211	3 412 808	3 334 053	3 408 691	150 707	571 702	566 361
Septembre	6 314 622	6 116 510	6 149 133	6 193 422	424 059	3 253 053	3 300 517	3 301 012	3 284 861	146 249	570 308	571 702
Octobre	6 154 849	6 034 555	6 164 392	6 117 932	422 486	3 324 308	3 327 313	3 320 150	3 323 924	148 411	570 897	570 308

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires (en moyenne)

Tableau IIh : Situation des réserves obligatoires au 31 octobre 2018 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période))

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	248 899	10 853	79 528	125 321	71 835	34 462	*570 897*
Solde des comptes-courants à la BEAC	819 792	38 261	210 436	358 773	248 912	75 579	1 751 753
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	30,36%	28,36%	37,79%	34,93%	28,86%	45,60%	32,59%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

Tableau IIi : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement (Cameroun, Centrafrique et Congo)

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017				2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Novembre
I - Cameroun												
1 - Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 337 722
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	53 788
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	89 988
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	2,70%
II - Centrafrique												
1 - Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	150 947
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 191
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	644	731	655	544	557	540	316
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,21%
III - Congo												
2 - Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 124 326
3 - Montant des accords de classement [1]	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	87 340
4 - Refinancement BEAC [2]	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	80 400
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	7,15%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIj : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Octobre
IV - Gabon													
1 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 125 337
2 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	2 750
3 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	20 500
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	1,82%
V - Guinée Equatoriale													
1 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 210 681
2 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	155 000
3 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	147 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	12,14%
VI - Tchad													
1 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	611 841
2 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	20 786
3 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	160 300
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	26,20%
VII - CEMAC													
1 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	7 977 470
2 - Montant des accords de classement [1]	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	344 854
3 - Refinancement BEAC [2]	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	498 504
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	6,25%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire au 30 novembre 2018

Novembre 2018

Rubriques	Pays						CEMAC [1]
	Cameroun	Centrafrique	Congo [1]	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	53 788	25 191	87 340	2 750	155 000	20 786	344 854
Refinancements accordés	89 988	316	82 900	20 500	147 000	160 300	501 004
1. Instruments de refinancement	*89 988*	*0*	*40 912*	*20 500*	*147 000*	*160 300*	458 700
2. Guichet spécial de refinancement	*0*	*316*	*41 988*	*0*	*0*	*0*	42 304
Niveaux des réserves obligatoires à constituer	*248 899*	*10 853*	*79 528*	*125 321*	*71 835*	*34 462*	570 897
Autres interventions (ponctions de liquidité) [2]	*0*	*0*	*55*	*0*	*0*	*0*	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	59	1	248	88	386	684	1 466
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 [3]	577 359	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 476
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) [4]	0	642	432	432	432	432	2 370
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	0	31	20	20	20	20	111

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.
(2) Fonds de bonification de la BDEAC.
(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des
(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CM1300000401	BTA	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
CM1200000634	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000642	BTA	27/06/2018	28/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000659	BTA	25/07/2018	25/01/2019	26 semaines	7 000
CM1200000667	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines	10 000
CM1200000675	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	10 000
CM1100000718	BTA	26/09/2018	28/12/2018	13 semaines	10 000
CM1100000726	BTA	03/10/2018	04/01/2019	13 semaines	10 000
CM1100000734	BTA	10/10/2018	11/01/2019	13 semaines	10 000
CM1200000683	BTA	24/10/2018	26/04/2019	26 semaines	10 000
CM1100000742	BTA	14/11/2018	15/02/2019	13 semaines	10 000
CM1200000691	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	10 000
Total					**106 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CF1200000294	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	4 000
CF1200000302	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	5 500
Total					**9 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CG1200000053	BTA	06/06/2018	07/12/2018	26 semaines	4 000
CG1200000061	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	2 000
CG1200000079 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines	3 000
CG1200000087	BTA	08/08/2018	08/02/2019	26 semaines	6 000
CG1200000095	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000103	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000111	BTA	19/09/2018	22/03/2019	26 semaines	6 000
CG1200000129	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	6 500
CG1200000137	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	3 000
CG1200000145	BTA	21/11/2018	24/05/2019	26 semaines	4 000
Total					**44 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIId : Liste des titres publics émis par le Gabon au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Maturité OTA	Montant levé par le Trésor
GA1300000302	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
GA1200000691	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000709	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000725	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		16 000
GA1200000717	BTA	04/07/2018	04/01/2019	26 semaines		8 000
GA1200000733	BTA	15/08/2018	15/02/2019	26 semaines		7 500
GA1100000676	BTA	05/09/2018	07/12/2018	13 semaines		15 000
GA1200000741	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		14 591
GA1100000684	BTA	19/09/2018	21/12/2018	13 semaines		5 000
GA1100000692	BTA	26/09/2018	28/12/2018	13 semaines		12 000
GA1200000758	BTA	03/10/2018	05/04/2019	26 semaines		9 400
GA1100000700	BTA	10/10/2018	11/01/2019	13 semaines		15 000
GA1200000766	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		15 000
GA1100000718	BTA	24/10/2018	25/01/2019	13 semaines		15 000
GA1100000726	BTA	07/11/2018	08/02/2019	13 semaines		15 000
GA1100000734	BTA	21/11/2018	22/02/2019	13 semaines		17 000
GA1100000742	BTA	28/11/2018	01/03/2019	13 semaines		14 000
GA1200000774	BTA	31/10/2018	03/05/2019	26 semaines		15 000
GA1200000782	BTA	14/11/2018	17/05/2019	26 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						**247 491**
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	5 000
GA2B00000026	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	12/09/2018	23/09/2019		2 ANS	18 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	OTA	24/10/2018	23/03/2020		2 ANS	3 282
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	15 000
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	11 000
Sous-total (OTA)						**118 731**
Total						**366 222**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
GQ1300000478 BTA-52 07-DECE -2018	BTA	06/12/2017	07/12/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV -2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines	1 500
GQ1300000544	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines	3 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2019	52 semaines	5 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000593	BTA	05/12/2018	06/12/2019	52 semaines	8 000
GQ1300000569	BTA	08/08/2018	09/08/2019	52 semaines	10 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000585	BTA	07/11/2018	08/11/2019	52 semaines	12 000
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV -2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000528 BTA-52 12-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	12/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000577	BTA	24/10/2018	25/10/2019	52 semaines	15 000
Total					**115 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
TD1200000263	BTA	26/09/2018	29/03/2019	26 semaines		4 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV -2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1200000271	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		6 435
TD1200000289	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		8 100
TD1200000214	BTA	01/08/2018	01/02/2019	26 semaines		11 700
TD1200000321	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines		11 700
TD1300000321 BTA-52 08 FEVR-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1200000339	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines		12 150
TD1200000198	BTA	13/06/2018	14/12/2018	13 semaines		13 000
TD1300000296 BTA-52 21-DECE -2018	BTA	20/12/2017	21/12/2018	52 semaines		13 500
TD1200000222	BTA	22/08/2018	22/02/2019	26 semaines		13 500
TD1200000248	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines		13 500
TD1200000347	BTA	26/12/2018	28/06/2019	26 semaines		13 500
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2018	BTA	14/03/2018	15/03/2019	52 semaines		15 000
TD1200000313	BTA	21/11/2018	24/05/2019	26 semaines		15 390
TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		18 450
TD1200000305	BTA	14/11/2018	17/05/2019	26 semaines		20 250
TD1300000304 BTA-52 11-JANV -2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1200000230	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines		23 850
TD1200000354	BTA	26/12/2018	28/06/2019	26 semaines		27 000
TD1200000255	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		28 350
TD1300000353	BTA	25/06/2018	24/06/2019	13 semaines		36 111
Sous-total (BTA)						**346 486**
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	OTA	19/08/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	OTA	23/09/2015	25/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	OTA	30/09/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	OTA	30/12/2015	02/01/2019		3 ANS	30 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	OTA	23/03/2016	25/03/2020		4 ANS	30 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						**175 560**
Total						**522 046**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 30 novembre 2018

(en millions de FCFA)

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	106 000	9,11	0	0,00	106 000	9,11
RCA	9 500	0,82	0	0,00	9 500	0,82
Congo	44 500	3,82	0	0,00	44 500	3,82
Gabon	247 491	21,27	118 731	10,20	366 222	31,47
Guinée Equatoriale	115 500	9,92	0	0,00	115 500	9,92
Tchad	346 486	29,77	175 560	15,09	522 046	44,86
CEMAC	**869 477**	**74,71**	**294 291**	**25,29**	**1 163 768**	**100,00**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIh : BTA émis par adjudication en novembre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé
Cameroun	13 semaines	CM1100000742	mercredi 14 novembre 2018	vendredi 16 novembre 2018	10 000	2,63	vendredi 15 février 2019	172,00	9 300	700	10 000
Cameroun	26 semaines	CM1200000691	mercredi 7 novembre 2018	vendredi 9 novembre 2018	10 000	2,54	vendredi 10 mai 2019	210,00	3 184	6 816	10 000
Congo	26 semaines	CG1200000137	mercredi 7 novembre 2018	vendredi 9 novembre 2018	3 000	6,30	vendredi 10 mai 2019	42,86	2 000	1 000	3 000
Congo	26 semaines	CG1200000145	mercredi 21 novembre 2018	vendredi 23 novembre 2018	4 000	6,47	vendredi 24 mai 2019	66,67	0	4 000	4 000
Gabon	13 semaines	GA1100000726	mercredi 7 novembre 2018	vendredi 9 novembre 2018	15 000	3,38	vendredi 8 février 2019	108,80	1 000	14 000	15 000
Gabon	13 semaines	GA1100000734	mercredi 21 novembre 2018	vendredi 23 novembre 2018	17 000	3,52	vendredi 22 février 2019	108,82	7 333	9 667	17 000
Gabon	13 semaines	GA1100000742	mercredi 28 novembre 2018	vendredi 30 novembre 2018	14 000	3,80	vendredi 1 mars 2019	200,00	4 000	10 000	14 000
Gabon	26 semaines	GA1200000782	mercredi 14 novembre 2018	vendredi 16 novembre 2018	15 000	3,47	vendredi 17 mai 2019	130,00	5 000	10 000	15 000
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000585	mercredi 7 novembre 2018	vendredi 9 novembre 2018	12 000	9,25	vendredi 8 novembre 2019	80,00	10 000	2 000	12 000
Tchad	26 semaines	TD1200000305	mercredi 14 novembre 2018	vendredi 16 novembre 2018	20 250	6,52	vendredi 17 mai 2019	101,48	4 050	16 200	20 250
Tchad	26 semaines	TD1200000313	mercredi 21 novembre 2018	vendredi 23 novembre 2018	15 390	6,39	vendredi 24 mai 2019	105,26	10 798	4 592	15 390

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin novembre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	8 000	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,50	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	48 760	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	10 000	100	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,1	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	15 000	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	30 000	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	30 000	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	5 000	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	15 000	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	26 800	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26 800	0	26 800	4,50	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	7 500	97,89	lundi 23 mars 2020	100,00	7 500	0	7 500	4,50	4,6004
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	4 100	96,08	lundi 23 mars 2020	27,36	3 996	104	4 100	4,50	4,6895
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	27 449	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	12000	15 449	27 449	5	5,0013
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	vendredi 6 juillet 2018	8 800	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	2100	6 700	8 800	5,75	6,5180
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	5 000	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	0	5 000	5 000	5,75	7,6257
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	mercredi 1 août 2018	10 000	100,00	jeudi 3 août 2023	100,00	0	10 000	10 000	7	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 12 septembre 2018	18 600	96,16	lundi 23 septembre 2019	93,00	11 100	7 500	18 600	4,5	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	3 282	91,76	lundi 23 mars 2020	21,88	2 980	302	3 282	4,5	4,9170
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	15 000	101,77	lundi 23 mars 2020	136,67	15000	0	15 000	4,5	4,4189
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	11 000	99,39	lundi 23 mars 2020	93,60	5000	6 000	11 000	4,5	4,5276

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

Rubriques	11.07.2017 au 30.10.2018 (en %)	A compter du 31.10.2018 (en %)
I - Opérations des Trésors (Placements publics)		
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	0,40	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00	0,00
II - Marché monétaire		
. Taux des appels d'offres (TIAO)	2,95	3,50
. Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	4,70	6,00
. Taux de Facilité de Dépôt (TFD)	0	0,00
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	7,00	7,55
III - Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45	2,45

Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en vigueur le 11 juin 2018.

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

(En pourcentage)

Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	Date de la dernière modification 21.03.18
I - Coefficients des réserves obligatoires (*)		**I - Coefficients des réserves obligatoires (**)**	
- Exigibilités à vue		***- Exigibilités à vue***	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	***- Exigibilités à terme***	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25	**II - Taux de rémunération des réserves**	0,05
- Exigibilités à terme			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05		

(*) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.
(**) Par décision N°03/CPM/2018 du CPM du 21 mars 2018, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été harmonisés pour tous les établissements de crédit de la sous-région.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(En pourcentage)

Pays/Régions	2016	2017			2018											Dates de la dernière modification
	Novembre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	
BCEAO																
. Taux d'appel d'offres																
- injections de liquidité (2)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	3,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
ZONE EURO (3)																
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
. Facilité de prêt marginal	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
ROYAUME-UNI																
. Prêts maisons d'escompte	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	02 août 2018
CHINE																
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
ETATS-UNIS																
. Taux d'intérêt de la FED	0,50	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
NIGERIA																
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation [1]
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-72 300**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**28 235**	**23 550**	**42 441**	**-723 218**	**-650 918**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 045 780	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	1 170 449	124 669
. Réserves flottantes :	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	220 037
-Comptes courants des Ets de crédit	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	220 037
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	54 010	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	51 261	51 282	51 248	-2 763
.FMI-Allocations de DTS	138 901	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	140 151	141 998	141 597	2 696
.Divers-passifs	-107 757	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	-104 811	2 946
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 524 225	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	2 520 495	996 270
.Autres créances sur l'extérieur	83 775	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	83 125	85 087	84 984	1 209
.Créances sur l'Etat (net)	175 292	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	161 149	77 946	179 842	4 550
.Divers-Actifs	19 698	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	16 165	15 844	16 172	-3 526
II. Réserves obligatoires [1]	**201 145**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**28 235**	**23 550**	**42 441**	**89 988**	**-38 857**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	128 845	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	0				-128 845
.Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	28	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	89 988

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes ouverts dans les livres de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation (1)
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-1 959**	**-1 850**	**616**	**542**	**523**	**504**	**485**	**414**	**414**	**488**	**540**	**521**	**-46 226**	**-44 267**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	161 284	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	181 520	183 449	186 269	24 985
. Réserves flottantes :	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	6 606
-Comptes courants des Ets de crédit	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	6 606
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	21 619	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	20 210	21 407	20 614	-1 005
.FMI-Allocations de DTS	41 818	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	42 195	42 751	42 630	812
.Divers-passifs	33 636	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	38 357	37 793	37 558	3 922
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	168 846	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	196 810	193 213	238 094	69 248
.Autres créances sur l'extérieur	30 824	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	27 769	28 457	29 546	-1 279
.Créances sur l'Etat (net)	84 244	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	81 481	93 096	96 926	12 682
.Divers-Actifs	8 056	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	7 042	6 905	6 992	-1 064
II. Réserves obligatoires (1)	**2 613**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-2 613**
II. Concours du marché monétaire	**52**	**106**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**0**	**0**	**113**	**185**	**185**	**0**	**-52**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	52	106	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	-52

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation (1)
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**31 609**	**91 651**	**90 901**	**91 401**	**90 472**	**90 472**	**89 722**	**85 698**	**101 848**	**101 848**	**98 169**	**89 749**	**-974 450**	**-1 006 059**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	464 055	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	446 403	-17 651
. Réserves flottantes :	129 138	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	210 492	81 354
-Comptes courants des Ets de crédit	129 083	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	210 436	81 354
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	14 642	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	13 893	-749
.FMI-Allocations de DTS	63 092	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	63 654	562
.Divers-passifs	8 154	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	8 380	226
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	79 396	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	1 205 966	1 126 571
.Autres créances sur l'extérieur	78 001	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	78 866	865
.Créances sur l'Etat (net)	476 730	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	421 630	-55 100
.Divers-Actifs	13 345	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	10 810	-2 535
II. Réserves obligatoires [1]	**64 066**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**46 900**	**46 900**	**44 400**	**44 980**	**40 912**	**10 912**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	24 150	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	16 762
.Pensions et autres	5 850	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	0	0	0	0	0	-5 850

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation [1]
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-37 713**	**-42 308**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**19 000**	**27 500**	**27 500**	**-667 960**	**-630 247**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	394 798	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	456 065	460 593	457 813	63 015
. Réserves flottantes :	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	358 773	206 418
-Comptes courants des Ets de crédit	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	358 773	206 418
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 804	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 288	25 267	25 254	-1 551
.FMI-Allocations de DTS	115 211	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	116 000	117 528	117 197	1 986
.Divers-passifs	2 838	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-893	-1 860	867	-1 971
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	329 020	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	397 328	408 173	1 117 884	788 864
.Autres créances sur l'extérieur	139 133	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 953	142 168	142 150	3 017
.Créances sur l'Etat (net)	248 329	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	350 587	390 139	357 321	108 992
.Divers-Actifs	13 237	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 463	10 508	10 508	-2 729
II. Réserves obligatoires [1]	**90 304**	**92 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
II. Concours du marché monétaire	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**19 000**	**27 500**	**27 500**	**20 500**	**-32 091**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	52 591	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	-32 091
.Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation (1)
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**18 375**	**55 679**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**129 000**	**132 500**	**-488 410**	**-506 785**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	185 547	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	173 228	-12 319
. Réserves flottantes :	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	-18 069
-Comptes courants des Ets de crédit	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	-18 069
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	-1 327
.FMI-Allocations de DTS	24 774	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	24 994	221
.Divers-passifs	18 724	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	16 364	-2 360
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-12 570	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	613 855	626 425
.Autres créances sur l'extérieur	46 726	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	47 126	399
.Créances sur l'Etat (net)	462 123	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	310 373	-151 751
.Divers-Actifs	7 454	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	5 310	-2 144
II. Réserves obligatoires [1]	**71 625**	**71 321**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**90 000**	**127 000**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**129 000**	**132 500**	**147 000**	**57 000**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	90 000	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	57 000
.Pensions et autres														

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2017		2018											Variation (1)
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**176 707**	**187 929**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**160 016**	**164 143**	**-42 835**	**-219 542**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	415 515	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	424 095	429 417	436 496	20 981
. Réserves flottantes :	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	11 914
-Comptes courants des Ets de crédit	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	11 914
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 752	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 439	24 361	24 441	-1 310
.FMI-Allocations de DTS	42 453	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 394	42 952	42 831	378
.Divers-passifs	25 588	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	50 189	50 173	50 434	24 846
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-111 451	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	172 743	284 194
.Autres créances sur l'extérieur	33 635	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 128	33 886	33 776	142
.Créances sur l'Etat (net)	463 383	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	438 767	446 075	454 782	-8 601
.Divers-Actifs	10 699	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 040	11 345	11 315	616
II. Réserves obligatoires [1]	**11 084**	**11 217**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-11 084**
III. Concours du marché monétaire	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**160 016**	**164 143**	**160 300**	0 **-27 491**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	30 865	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	0	0	-30 865
.Pensions et autres	156 926	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	3 374

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC.

(En millions de F CFA)

	2017	2018											Variation (1)
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	novembre 18 - novembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**114 719**	**363 669**	**508 895**	**511 852**	**495 572**	**476 474**	**486 274**	**487 734**	**502 777**	**478 562**	**438 775**	**456 854**	**-2 943 099**	**-3 057 818**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 666 979	2 745 138	2 799 201	2 691 005	2 672 503	2 696 938	2 684 936	2 715 822	2 716 165	2 739 047	2 810 633	2 839 924	2 870 658	203 679
. Réserves flottantes :	1 243 548	1 502 926	1 712 058	1 767 486	1 834 376	1 681 277	1 676 363	1 671 290	1 670 211	1 688 204	1 690 003	1 613 009	1 751 808	508 260
-Comptes courants des Ets de crédit	1 243 493	1 502 871	1 712 002	1 767 431	1 834 321	1 681 221	1 676 308	1 671 235	1 670 156	1 688 149	1 689 948	1 612 954	1 751 753	508 260
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	168 911	164 646	163 934	168 560	168 832	165 195	160 218	160 099	160 052	160 303	159 863	160 918	160 206	-8 705
.FMI-Allocations de DTS	426 249	423 590	419 460	417 964	420 238	421 050	426 320	429 816	427 819	428 357	428 482	434 127	432 904	6 655
.Divers-passifs	-18 817	-10 367	-1 348	-7 924	-31 280	-4 661	-22 130	-20 330	-15 381	-15 563	9 205	22 829	8 791	27 608
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 977 466	2 163 553	2 421 699	2 348 196	2 358 179	2 094 243	2 129 361	2 153 525	2 180 841	2 245 661	2 308 033	2 266 854	5 869 037	3 891 571
.Autres créances sur l'extérieur	412 094	409 536	405 211	402 180	403 884	404 669	409 768	414 095	410 895	410 038	408 078	415 658	416 448	4 353
.Créances sur l'Etat (net)	1 910 102	1 818 966	1 686 937	1 699 235	1 729 410	1 910 802	1 836 164	1 807 897	1 792 611	1 794 638	1 881 538	1 870 733	1 820 875	-89 228
.Divers-Actifs	72 489	70 209	70 564	75 629	77 624	73 611	64 141	93 446	71 742	71 449	61 762	60 708	61 107	-11 382
II. Réserves obligatoires [1]	**440 837**	**177 331**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**489 279**	**478 821**	**447 431**	**449 960**	**434 628**	**415 549**	**426 119**	**431 623**	**447 416**	**423 240**	**384 651**	**411 749**	**458 700**	**-30 579**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	326 503	306 669	275 279	274 715	266 023	248 444	266 486	248 253	213 332	213 445	201 085	205 165	208 412	-118 091
.Pensions et autres	162 776	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 633	183 370	234 084	209 795	183 566	206 584	250 288	87 512

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2016	2017		2018										
		Novembre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
Avoirs officiels bruts en devises [a] **(En millions de FCFA)**	Cameroun	1 513 289	1 608 000	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167	2 605 479
	Centrafrique	153 220	199 671	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742	224 579	221 670	267 640
	Congo	470 456	135 927	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009	206 873	219 453	1 284 832
	Gabon	601 187	444 553	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835	537 281	550 341	1 260 033
	Guinée Equatoriale	62 147	49 581	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820	-24 331	-76 302	660 981
	Tchad	- 133 775	-101 518	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971	-366	-3 816	206 519
	Sces Centraux	540 604	637 064	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564	629 503	594 167	619 423
	CEMAC	**3 207 129**	**2 973 277**	**6 707 815**	**3 461 063**	**3 398 580**	**3 257 539**	**3 224 953**	**6 731 836**	**3 231 005**	**3 237 714**	**3 454 889**	**3 345 613**	**3 276 680**	**6 904 907**
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) [b]	Cameroun	76,96	69,79	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71	72,18	72,08	70,31
	Centrafrique	77,94	81,27	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29	84,02	83,75	83,67
	Congo	45,58	18,30	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73	25,14	26,58	27,69
	Gabon	61,04	53,06	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14	58,84	59,46	60,97
	Guinée Equatoriale	8,78	6,63	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82	7,73	7,63	7,14
	Tchad	5,48	5,18	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45	7,31	7,02	6,67
	CEMAC	**58,34**	**54,65**	**57,51**	**58,01**	**57,46**	**56,40**	**57,23**	**57,19**	**56,15**	**55,98**	**58,35**	**58,04**	**57,07**	**58,06**
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	393 310	1 368 085	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288	1 640 787
	Centrafrique	27 417	151 223	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786	187 377	186 564	182 212
	Congo	106 208	52 317	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284	122 567	135 089	141 974
	Gabon	108 147	272 076	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136	376 125	391 518	409 531
	Guinée Equatoriale	- 1 930	1 191	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290	-28 671
	Tchad	- 47 634	-123 029	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174	-37 412
	Sces Centraux	432 594	554 868	441 609	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098	557 334	559 594	506 104	523 874
	CEMAC	**1 018 113**	**2 276 731**	**2 551 843**	**2 806 336**	**2 758 332**	**2 617 258**	**2 659 421**	**2 685 353**	**2 630 682**	**2 637 835**	**2 838 065**	**2 732 975**	**2 671 099**	**2 832 295**

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVl : Situation comptable de la BEAC au 30 novembre 2018 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	2 955 554 442 619	530 620 281 451	1 707 288 761 937	191 551 316 473	148 616 673 637	429 424 229 781	-21 554 319 747	-30 392 500 913
Avoirs Extérieurs à vue	2 862 885 341 379	530 620 281 451	1 641 421 124 070	184 236 612 238	142 917 296 404	412 984 028 256	-20 403 366 220	-28 890 634 820
Billets Etrangers	25 926 384 873	2 082 578 187	634 139 871	2 024 650 636	943 722 056	3 452 586 817	8 267 307 680	8 521 399 626
Correspondants Hors Zone d'Emission	4 663 809 120	4 663 809 120	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	2 832 295 147 386	523 873 894 144	1 640 786 984 199	182 211 961 602	141 973 574 348	409 531 441 439	-28 670 673 900	-37 412 034 446
Compte d'Opérations	2 832 295 147 386	523 873 894 144	1 640 786 984 199	182 211 961 602	141 973 574 348	409 531 441 439	-28 670 673 900	-37 412 034 446
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	92 669 101 240	0	65 867 637 867	7 314 704 235	5 699 377 233	16 440 201 525	-1 150 953 527	-1 501 866 093
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	92 669 101 240	0	65 867 637 867	7 314 704 235	5 699 377 233	16 440 201 525	-1 150 953 527	-1 501 866 093
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE–OR	142 485 383 440	88 721 880 241	21 142 813 390	7 853 225 690	7 853 347 800	9 061 084 030	0	7 853 032 289
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	362 764 439 758	80 390 971	63 841 491 878	21 692 291 273	71 012 704 075	133 088 435 054	47 125 981 798	25 923 144 709
Quotes-Parts en Devises	197 089 428 426	0	51 638 448 060	20 110 005 699	30 204 898 101	39 038 234 887	30 254 223 660	25 843 618 019
Avoirs en D.T.S.	165 675 011 332	80 390 971	12 203 043 818	1 582 285 574	40 807 805 974	94 050 200 167	16 871 758 138	79 526 690
CREANCES SUR LES BANQUES	501 003 980 791	0	89 988 000 000	316 461 810	82 899 518 981	20 500 000 000	147 000 000 000	160 300 000 000
Concours du Marché Monetaire : Guichet A	458 700 000 001	0	89 988 000 000	0	40 912 000 001	20 500 000 000	147 000 000 000	160 300 000 000
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	458 700 000 001	0	89 988 000 000	0	40 912 000 001	20 500 000 000	147 000 000 000	160 300 000 000
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	42 303 980 790	0	0	316 461 810	41 987 518 980	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 949 720 849	0	577 350 158 427	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	2 933 999 501	0	452 158 427	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 770 015 721 348	0	576 898 000 000	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	608 703 085 976	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	177 994 098 138		109 961 248 577	34 872 752 934	0	0	0	33 160 096 627
VALEURS IMMOBILISEES	441 896 299 435	400 749 876 577	9 826 363 752	4 192 667 495	8 188 008 450	5 000 946 952	5 253 140 452	8 685 295 757
Immobilisations Financières	209 315 379 418	181 090 209 994	7 626 171 724	3 132 885 840	6 746 256 150	2 608 514 359	3 191 462 412	4 919 878 939
Créances sur le Personnel	46 037 716 422	17 881 852 876	7 594 772 137	3 128 429 665	6 736 201 804	2 608 302 159	3 191 462 412	4 896 695 369
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 547 324 716	120 478 018 838	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 520 722 937	11 520 716 937	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	219 554 471 027	206 633 223 593	2 200 186 028	1 059 781 655	1 441 752 300	2 392 432 593	2 061 678 040	3 765 416 818
Autres immobilisations	1 505 726 053	1 505 726 053						
AUTRES ACTIFS	39 508 483 515	39 508 483 515						
DEBITEURS DIVERS	22 152 117 120	2 191 175 465	6 345 734 270	2 799 788 846	2 621 599 756	5 506 895 473	56 986 115	2 629 937 195
Avances Diverses au Personnel	3 113 800 520	2 359 363 101	192 663 292	52 781 425	125 565 479	139 083 735	60 822 589	183 520 899
Autres Débiteurs Divers	342 865 252	-613 994 705	0	0	4 263 870	956 432 561	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	18 695 451 348	445 807 069	6 153 070 978	2 747 007 421	2 491 770 407	4 411 379 177	0	2 446 416 296
TOTAL DE L'ACTIF	**7 416 308 965 665**	**1 061 872 088 220**	**2 585 744 572 231**	**344 435 904 822**	**893 644 011 126**	**1 055 533 749 717**	**787 037 033 021**	**688 041 606 528**
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	**6 901 966 350 672**	**1 066 272 779 354**	**2 335 219 944 745**	**321 149 431 228**	**814 240 829 667**	**960 581 021 656**	**791 928 435 202**	**612 573 908 820**

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 30 novembre 2018 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	**2 870 658 249 538**		**1 170 449 070 133**	**186 268 678 310**	**446 403 433 498**	**457 812 901 408**	**173 228 229 224**	**436 495 936 965**
TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	**1 130 742 519 407**	**673 265 405**	**507 469 261 643**	**19 103 854 577**	**150 822 206 009**	**95 631 082 208**	**298 782 373 264**	**58 260 476 301**
Comptes courants	360 208 676 497	0	77 810 661 081	14 623 006 436	60 140 213 181	86 164 809 527	67 287 610 534	54 182 375 738
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	47 766 349 359	0	0	0	45 287 785 532	694 083 660	1 784 480 167	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	55 491 819 427	0	0	0	1 099 319 188	8 096 638 899	46 295 861 340	0
Dépôts spéciaux	667 275 674 124	673 265 405	429 658 600 562	4 480 848 141	44 294 888 108	675 550 122	183 414 421 223	4 078 100 563
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	**1 770 849 071 167**	**0**	**753 123 594 407**	**55 676 259 287**	**209 951 200 485**	**380 460 644 846**	**272 225 725 877**	**99 411 646 265**
Banques et Institutions Etrangères	160 205 823 439	0	51 247 895 116	20 614 225 402	13 892 917 909	25 253 569 950	24 755 968 287	24 441 246 775
Banques et Institutions Financières de la Zone	**1 610 643 247 728**	**0**	**701 875 699 291**	**35 062 033 885**	**196 058 282 576**	**355 207 074 896**	**247 469 757 590**	**74 970 399 490**
Comptes courants	1 610 587 826 100	0	701 875 699 291	35 062 033 885	196 002 860 948	355 207 074 896	247 469 757 590	74 970 399 490
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES COMPTES COURANTS	**188 928 915 621**	**47 763 864 265**	**117 916 074 282**	**3 198 862 973**	**14 433 614 797**	**3 565 688 020**	**1 442 628 783**	**608 182 501**
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	**432 903 803 241**	**0**	**141 597 495 294**	**42 630 220 454**	**63 653 822 946**	**117 196 761 092**	**24 994 222 492**	**42 831 280 963**
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	**16 045 796 105**	**16 045 796 105**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES PASSIFS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
PROVISIONS	**45 816 939 562**	**45 816 939 562**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
REPORT A NOUVEAU	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RESERVES	**767 662 253 843**	**855 229 807 004**	**-112 468 246 972**	**23 897 716 245**	**-2 307 550 546**	**-4 150 364 654**	**-1 911 356 753**	**9 372 249 519**
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	**91 507 313 350**	**91 507 313 350**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
CREDITEURS DIVERS	**109 704 144 423**	**59 943 855 268**	**96 671 629**	**15 672 715 140**	**-4 652 218**	**716 888 632**	**8 410 876 998**	**24 867 788 974**
TRANSFERTS NON DENOUES	**7 250 283 720**	**2 541 696 455**	**4 708 587 265**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	**12 408 339 434**	**1 703 905 130**	**968 636 001**	**151 353 624**	**5 591 401 396**	**3 026 699 598**	**923 479 397**	**42 864 288**
COMPTE DE RESULTAT	**-28 168 663 746**	**-59 354 354 324**	**1 883 428 549**	**-2 163 755 788**	**5 100 534 759**	**1 273 448 567**	**8 940 853 739**	**16 151 180 752**
TOTAL DU PASSIF	**7 416 308 965 665**	**1 061 872 088 220**	**2 585 744 572 231**	**344 435 904 822**	**893 644 011 126**	**1 055 533 749 717**	**787 037 033 021**	**688 041 606 528**
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	**6 901 966 350 672**	**1 066 272 779 354**	**2 335 219 944 745**	**321 149 431 228**	**814 240 829 667**	**960 581 021 656**	**791 928 435 202**	**612 573 908 820**
Taux de couverture extérieure	**58,06%**		**70,31%**	**83,67%**	**27,69%**	**60,97%**	**7,14%**	**6,67%**
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	**57,07%**		**72,08%**	**83,75%**	**26,58%**	**59,46%**	**7,63%**	**7,02%**

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 30 novembre 2018

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles (2)	Total
Cameroun	577 359	0	577 359
Centrafrique	80 484	673	81 157
Congo	572 000	452	572 452
Gabon	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	608 703	452	609 155
Tchad	479 430	452	479 882
Total	**2 770 477**	**2 481**	**2 772 958**

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites
(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

(en millions de FCFA)

Rubriques	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18
Cameroun	**470 810**	**577 395**	**577 395**	**577 395**	**577 395**	**577 350**	**577 350**	**577 350**	**577 350**	**577 350**	**577 359**	**577 359**	**577 359**
1. Avances statutaires	***470 370***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
2. Arriérés en intérêts sur avances statutaires	***0***	***45***	***45***	***45***	***45***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
3. Crédits consolidés	***0***	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*576 898*	*577 359*	*577 359*	*577 359*
4. Avances exceptionnelles	**440**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**0**	**0**	**0**
- Encours en capital	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	0	0	0
- Arriérés en intérêts	8	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0	0
Centrafrique	**78 560**	**78 625**	**78 625**	**81 158**	**81 158**	**81 158**	**81 158**	**81 158**	**81 158**	**81 157**	**81 157**	**81 157**	**81 157**
1. Crédits consolidés	***51 011***	***77 951***	***77 951***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***	***80 484***
- Encours en capital	*43 356*	*77 951*	*77 951*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*	*80 484*
- Arriérés en intérêts	7 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Avances statutaires	***18 489***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
3. Arriérés en intérêts sur avances statutaires	***4 937***	***1***	***1***	***1***	***1***	***1***	***1***	***1***	***1***	***0***	***0***	***0***	***0***
4. Avances exceptionnelles	***4 123***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***	***673***
- Encours en capital	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*	*642*
- Arriérés en capital	*3000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
- Arriérés en intérêts	*481*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*	*31*
Congo	**572 440**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**	**572 452**
1. Avances statutaires	**572 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
2. Crédits consolidés	**0**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**	**572 000**
3. Avances exceptionnelles	**440**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**
- Encours en capital	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432
- Arriérés en intérêts	8	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
Gabon	**452 940**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**	**452 952**
1. Avances statutaires	*452 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
2. Crédits consolidés	**0**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**	**452 500**
3. Avances exceptionnelles	**440**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**
- Encours en capital	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*
- Arriérés en intérêts	*8*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*
Guinée Equatoriale	***607 639***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 156***	***609 155***	***609 155***	***609 155***	***609 155***
1. Avances statutaires	***607 199***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***8 347***	***0***	***0***	***0***	***0***
- Encours en capital	*600 357*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
- Arriérés en intérêts	*6 842*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*8 347*	*0*	*0*	*0*	*0*
2. Crédits consolidés	***0***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***600 357***	***608 703***	***608 703***	***608 703***	***608 703***
3. Avances exceptionnelles	***440***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***	***452***
- Encours en capital	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*	*432*
- Arriérés en intérêts	*8*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*	*20*
Tchad	**471 452**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**	**479 882**
1. Crédits consolidés	***34 658***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***	***479 430***
- Encours en capital	*34 658*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*	*479 430*
2. Avances statutaires	**279 970**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
4. Arriérés en intérêts sur avances statutaires	**16 392**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
5. Avances exceptionnelles	**140 432**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**	**452**
- Encours en capital	140 417	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432	432
- Arriérés en intérêts	15	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
CEMAC	**2 646 186**	**2 770 416**	**2 770 416**	**2 772 994**	**2 772 994**	**2 772 949**	**2 772 949**	**2 772 949**	**2 772 949**	**2 772 948**	**2 772 957**	**2 772 957**	**2 772 957**
1. Crédits consolidés	***78 014***	***2 306 636***	***2 306 636***	***2 761 669***	***2 761 669***	***2 761 669***	***2 761 669***	***2 761 669***	***2 761 669***	***2 770 015***	***2 770 476***	***2 770 476***	***2 770 476***
- Encours en capital	78 014	2 306 636	2 306 636	2 761 669	2 761 669	2 761 669	2 761 669	2 761 669	2 761 669	2 770 015	2 770 476	2 770 476	2 770 476
2. Avances statutaires	**2 393 686**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
4. Arriérés en intérêts sur avances statutaires	**28 171**	**460 847**	**460 847**	**8 392**	**8 392**	**8 347**	**8 347**	**8 347**	**8 347**	**0**	**0**	**0**	**0**
5. Avances exceptionnelles	**146 315**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 933**	**2 481**	**2 481**	**2 481**
- Encours en capital	*142 787*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 802*	*2 370*	*2 370*	*2 370*
- Arriérés en capital	*3 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
- Arriérés en intérêts	*528*	*131*	*131*	*131*	*131*	*131*	*131*	*131*	*131*	*131*	*111*	*111*	*111*

Annexes

Annexe 1 **: Lexique des termes monétaires et financiers**

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe[1] pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

[1] La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux…). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve international créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 aout 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La

décision N°05/CPM/2013 du 31 aout 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision qui permet à la BEAC d'arrêter les objectifs monétaires et de crédit ainsi que le montant du refinancement aux établissements de crédit à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.
Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, …).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures ($TISPP_0$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, …) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : **Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC**

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'État au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 aout 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5eme soit 20%, depuis le 1er janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché

par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :

    1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
    2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
    3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.

- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;

- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;
- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une ***limite sous-régionale d'intervention*** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide, à N'Djamena, République du Tchad, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôts à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

DOCUMENT RÉALISE PAR LA BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

“ B.E.A.C. ”

SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN

DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int

BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A L’ADRESSE CI-DESSUS